

Paris, le 28 octobre 2025

Toujours plus de charges, toujours pas assez de moyens pour les financer ! *L'État condamne-t-il les universités à la précarité ?*

France Universités s'indigne devant les décisions qui fragilisent l'avenir de l'enseignement supérieur et celui des étudiants et des étudiantes. Malgré les engagements pris, aucune enveloppe budgétaire n'est prévue pour financer la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique en 2026. Imposer cette charge supplémentaire aux universités, sans compensation, contrevient au principe élémentaire du décideur-payeur.

Réunie en conseil d'administration exceptionnel ce mardi 28 octobre, France Universités tient à rappeler que le [principe du décideur-payeur](#) doit prévaloir. Les universités absorbent chaque année des surcoûts considérables dus au désengagement progressif de l'État. Si rien ne change, en plus des 360 millions d'euros déjà non financés en 2025 et reconductibles, près de 230 millions d'euros de charges s'ajouteront en 2026, dont notamment : la contribution au compte d'affectation spéciale des pensions (CAS) pour 120 millions d'euros et la part employeur de la nouvelle protection sociale complémentaire (PSC) pour 60 millions d'euros. Ces mesures sont décidées par l'État et il n'est pas acceptable que l'autonomie des établissements serve de très mauvais prétexte pour leur en transférer la charge.

Cette situation est d'autant plus alarmante que les effectifs étudiants continuent de croître : en quinze ans, ils ont doublé et les moyens alloués sont très loin d'avoir augmenté en conséquence. Tout en faisant plus que leur part d'effort, les universités alertent depuis plusieurs années sur les risques imminents se traduisant par la fermeture de formations et de campus universitaires ou encore la suppression de milliers de postes d'enseignants-chercheurs, au détriment de la formation et de la réussite étudiante, ainsi que de la recherche et de l'innovation. Nombre d'universités se trouvant aujourd'hui en déficit, elles se voient dans l'obligation de réduire notablement leurs investissements et leurs effectifs, ce qui nuit aux conditions d'études et de travail.

France Universités exige un sursaut politique qui se traduise dans la loi de finances pour 2026. Il est urgent que l'État assume ses responsabilités, sous peine de compromettre durablement l'avenir de la jeunesse et de la société tout entière. Il est aussi urgent que les réformes envisagées soient justement financées (formation des enseignants, territorialisation et accès en santé, universitarisation des formations paramédicales...). Il est tout aussi urgent qu'il tienne parole et honore les engagements qu'il a souscrits, que ce soit pour la protection sociale complémentaire (PSC) ou dans la loi de programmation de la recherche.

À propos de France Universités

France Universités est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, inscrite dans le code de l'éducation. Elle rassemble les présidentes et présidents des universités et établissements publics d'Enseignement supérieur et de Recherche, dont elle porte la voix et les valeurs dans la société. France Universités est également force de proposition dans le débat public et politique, auprès des décideurs, des réseaux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.

Contact presse :

Bastien Florenty

Chargé des relations presse

bastien.florenty@franceuniversites.fr

06 64 06 69 36